

ASSOCIATION DIOCESAINE DE BELLEY-ARS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Assemblée générale en date du 19 juin 2026

Exercice clos le 31 décembre 2025

Grant Thornton SAS

SAS d'Expertise Comptable et de

Commissariat aux Comptes

Cité Internationale

44 quai Charles de Gaulle

CS 60095 – 69463 Lyon Cedex 06

ASSOCIATION DIOCESAINE DE BELLEY-ARS

Association

31 rue du Docteur Nodet

01004 BOURG-EN-BRESSE Cedex

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 31 décembre 2025

Au conseil d'administration de l'ASSOCIATION DIOCESAINE DE BELLEY-ARS,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le conseil d'administration nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION DIOCESAINE DE BELLEY-ARS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATIONS

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les paragraphes « Changement de méthode comptable » de l'annexe des comptes annuels qui exposent le changement de méthode comptable résultant de l'application des règlements ANC n°2022-06 et ANC N°2023-03.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le 18 juin 2026 à Lyon

Le Commissaire aux Comptes

Grant Thornton SAS

Membre français de Grant Thornton International



Katia FLECHE,
Associée

DIOCESAINE DE BELLEY ARS

Actif		Au 31/12/2025			Au 31/12/2024
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	Montant net
Frais d'établissement (I)					
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	284 812	273 492	11 319	17 478
	Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
	TOTAL	284 812	273 492	11 319	17 478
	Immobilisations corporelles				
	Terrains	3 643 988	492 062	3 151 925	3 075 480
	Constructions	37 001 321	24 741 412	12 259 909	12 350 026
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	5 249 257	4 556 409	692 848	635 000
	Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	230 903		230 903	739 703
	TOTAL	46 125 470	29 789 884	16 335 586	16 800 211
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	80 542		80 542	612 538
	Immobilisations financières				
	Participations	4 036 129	263 729	3 772 400	4 007 629
	Créances rattachées à des participations	1 517 919		1 517 919	1 645 919
	Autres titres immobilisés	1 832 588		1 832 588	1 753 965
	Prêts	167 746		167 746	166 771
	Autres immobilisations financières	59 820		59 820	59 120
	TOTAL	7 614 204	263 729	7 350 474	7 633 405
Total (II)		54 105 030	30 327 106	23 777 923	25 063 634
Actif circulant	Stocks et en cours	356 734		356 734	325 528
	Créances ⁽²⁾				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	133 473		133 473	131 285
	Créances reçues par legs ou donations	129 935		129 935	157 422
	Autres créances	2 038 150		2 038 150	1 961 118
	Charges constatées d'avance	29 893		29 893	53 070
	TOTAL	2 331 453		2 331 453	2 302 896
	Divers				
	Instruments financiers à terme et jetons détenus	7 983 520		7 983 520	7 835 764
	Disponibilités	3 523 738		3 523 738	2 942 431
Total (III)		14 195 447		14 195 447	13 406 621
Frais d'émission des emprunts (IV)					
Primes de remboursement des emprunts (V)					
Écart de conversion et différence d'évaluation - Actif (VI)					
TOTAL GÉNÉRAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)		68 300 477	30 327 106	37 973 371	38 470 255
Renvois	(1) Dont droit au bail				
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières				
	(3) Dont à plus d'un an (brut)				

DIOCESAINE DE BELLEY ARS

Passif		Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	3 188 475	3 188 475
	Fonds propres complémentaires	4 184 864	4 003 564
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	2 666 900	2 666 900
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres réserves	480 662	480 662
	Report à nouveau	15 202 875	15 453 893
Excédent ou déficit de l'exercice		-332 937	-251 018
Situation nette (sous-total)		25 390 840	25 542 477
Fonds propres	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	30 238	40 653
	Provisions réglementées		
	Total (I)	25 421 078	25 583 131
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total (I bis)			
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations	213 173	825 109
	Fonds dédiés	4 408 149	4 341 359
	Total (II)	4 621 323	5 166 469
Provisions	Provisions pour risques	244 361	200 656
	Provisions pour charges	2 233 279	2 149 142
	Total (III)	2 477 640	2 349 798
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	1 449 585	1 783 093
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾	882 130	2 020 652
	Instruments financiers à terme		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	97 322	191 284
	Dettes des legs ou donations	4 111	10 118
	Dettes fiscales et sociales	298 046	313 173
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	18 426	18 494
	Autres dettes	2 683 975	994 628
	Produits constatés d'avance	3 510	20 556
Total (IV)		5 437 107	5 352 002
Écart de conversion et différences d'évaluation - Passif (V)		16 221	18 853
TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		37 973 371	38 470 255
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

DIOCESAINE DE BELLEY ARS

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	24 943	25 857
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	779 899	495 512
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	590 007	560 099
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	25 106	
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public	6 074 889	5 841 494
	Dons manuels	5 456 692	5 309 195
	Mécénats	2 130	
	Legs, donations et assurances-vie	616 067	532 298
	Contributions financières	329 036	201 060
	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	158 183	793 045
Charges d'exploitation	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	172 005	
	Utilisations des fonds dédiés	563 313	221 246
	Autres produits	504 913	367 019
	Total des produits d'exploitation (I)	9 222 299	8 505 334
	Achats de marchandises	402 560	303 270
	Variation de stocks	-31 189	-66 688
	Autres achats et charges externes	3 609 322	3 618 678
	Aides financières	567 854	235 088
	Impôts, taxes et versements assimilés	314 359	294 696
	Salaires	1 863 903	1 930 929
	Cotisations sociales	469 690	811 852
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 139 882	1 114 780
	Dotations aux provisions	286 025	258 885
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	72 852	
	Reports en fonds dédiés	308 304	399 256
	Autres charges	449 095	146 701
	Total des charges d'exploitation (II)	9 452 662	9 047 452
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		-230 362	-542 117
Produits financiers	De participations	21 533	32 883
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	195 739	34 937
	Autres intérêts et produits assimilés		143 920
	Reprises sur dépréciations et provisions	11 291	3 658
	Différences positives de change	281	745
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
	Total des produits financiers (III)	228 846	216 144
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	247 729	16 000
	Intérêts et charges assimilées	16 293	26 740
	Différences négatives de change	1 700	1 544
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
	Total des charges financières (IV)	265 723	44 284
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)		-36 876	171 859
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)		-267 239	-370 257

DIOCESAINE DE BELLEY ARS

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits exceptionnels (V)	Total	42 161	634 164
Charges exceptionnelles (VI)	Total	66 010	522 202
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		-23 848	111 961
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)		41 850	
Total des produits (I + III + V)		9 493 307	9 362 921
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		9 826 245	9 613 939
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-332 937	-251 018
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Association Diocésaine de Belley Ars

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le
31 décembre 2025

Montants exprimés en EUR

Table des matières

1	Objet social	4
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	5
3	Périmètre des activités	6
4	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	7
4.1	Faits caractéristiques de l'exercice	7
4.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	7
5	Principes et méthodes comptables	8
5.1	Principes généraux	8
5.2	Changements de méthode comptable	8
5.2.1	Première application du règlement ANC N°2022-06	8
5.3	Changements d'estimation	10
5.4	Corrections d'erreurs	10
5.5	Dérogations	10
5.6	Principales méthodes comptables	10
5.7	Méthode de globalisation	11
6	Informations relatives aux postes du bilan	12
6.1	Actif immobilisé	12
6.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	13
6.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	14
6.1.3	Mode d'amortissement	14
6.1.4	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	15
6.1.5	Informations relatives aux filiales et participations	15
6.1.6	Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)	15
6.1.7	Prêts aux partenaires	16
6.2	Actif circulant	17
6.2.1	Stock et en cours	17
6.2.2	Créances, dont reçues par legs ou donations / dépréciations	17
6.2.3	Produits à recevoir	18
6.2.4	Instruments financiers à terme et jetons détenus	18
6.3	Fonds propres	19
6.3.1	Tableau de variations des Fonds propres	19
6.3.2	Subventions d'investissement	21
6.4	Fonds reportés et dédiés	22
6.4.1	Fonds reportés liés aux legs ou donations	22
6.4.2	Fonds dédiés	23
6.5	Tableau de variation des provisions réglementées et pour risques et charges	25
6.5.1	Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés	25
6.5.2	Provisions pour pensions des prêtres retirés	25
6.6	Dettes	26
6.6.1	Emprunts et autres dettes assimilés	26
6.6.2	Dettes des legs ou donations	27
6.6.3	Précisions sur d'autres dettes	27
6.7	Etat des échéances des créances	28
7	Informations relatives au Compte de résultat	29
7.1	Produits du compte de résultat	29
7.1.1	Produit de tiers financeurs	29
7.1.2	Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges	31
7.1.3	Autres produits (d'exploitation)	31
7.2	Charges du compte de résultat	31

7.2.1	Dotations aux provisions	32
7.2.2	Autres charges	32
7.3	Résultat financier	32
7.4	Résultat exceptionnel	32
7.5	Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)	33
7.5.1	Contributions volontaires en nature : informations détaillées	33
8	Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants	35
8.1	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	35
9	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	36
9.1	Engagements financiers donnés et reçus	36
9.1.1	Dettes garanties par des suretés réelles	36
9.2	Bail emphytéotique	36
9.3	Legs et donations	36
10	Informations relatives à l'effectif	37
11	Bilan et compte de résultat tels qu'arrêtés et publiés au titre de l'exercice précédent	38

1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'Association a pour but de subvenir aux frais et à l'entretien du culte catholique sous l'autorité de l'Evêque, en communion avec le Saint Siège, et conformément à la constitution de l'Eglise catholique.

Le fonctionnement de l'Association sera donc réglé par les présents statuts en conformité avec les lois canoniques. En cas de difficultés, le Président de l'Association aura soin d'en informer le Saint-Siège.

Par application de l'article ci-dessus, l'Association se propose, en particulier, les objets suivants :

L'acquisition ou la location et l'administration des édifices qu'elle jugera opportun d'avoir à sa disposition en vue de l'exercice public du culte catholique dans le diocèse ;

L'acquisition ou la location et l'administration des immeubles destinés au logement de l'Evêque, des bureaux de l'Evêché, des curés et des vicaires, ainsi que des prêtres âgés ou infirmes ;

Pourvoir au traitement d'activité et, éventuellement, de retraite des ecclésiastiques occupés au ministère par nomination de l'autorité compétente, ainsi qu'aux honoraires dus aux prédicateurs et aux salaires des employés de l'Eglise ;

L'acquisition ou la location et administration temporelle du Grand Séminaire, des Petits Séminaires et de leurs annexes.

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Un diocèse est une portion du peuple chrétien confié à un évêque. Le diocèse de Belley-Ars est le peuple chrétien qui réside dans le département de l'Ain. Il est placé sous la responsabilité pastorale de l'évêque de Belley-Ars, Mgr Pascal Roland, nommé à cette fonction par le Pape Benoît XVI le 15 juin 2012.

Pour mener à bien sa mission, Mgr Roland est assisté :

- Par des conseils (conseil presbytéral, collège des consultants, etc.) ;
- Par des prêtres (vicaire général, doyens, curés de paroisse, etc.) ;
- Par des diacres permanents ;
- Par des laïcs (économe diocésain, directeur de l'enseignement catholique, responsables de services, salariés, laïcs en mission ecclésiale, bénévoles, etc.).

Pour que la Parole de Dieu soit annoncée à tous les habitants des Pays de l'Ain, une organisation territoriale a été mise en place :

- 3 archidiaconés ;
- 10 doyennés sont sous la responsabilité de 10 doyens ;
- Une cinquantaine de groupements paroissiaux sont confiés à des curés.

Pour administrer le diocèse, Mgr Roland nomme les prêtres et les laïcs pour remplir des missions, et publie des ordonnances et des décrets qui régissent la vie de l'Eglise.

- Des services diocésains sont mis en place pour assurer la gestion du diocèse et apporter leurs compétences aux paroisses :
- Les questions économiques sont coordonnées par l'économe diocésain et ses collaborateurs.
- Les questions canoniques (mariages, baptêmes, demandes particulières...) sont prises en compte par la chancellerie du diocèse.
- D'autres services diocésains permettent d'aider les paroisses, les prêtres et les chrétiens sur les grandes missions de l'Eglise : Catéchèse et catéchuménat, Pastorale des jeunes, Enseignement Catholique, Pastorale de la santé, Pastorale de la famille, Art Sacré, Pèlerinages, Communication, Bibliothèque, Archives... Ces services peuvent être contactés pour apporter leur aide et leur compétence à ceux qui le demandent.
- Dans des paroisses ou des mouvements, des laïcs ont reçu une mission pastorale, au service des aumôneries, de la catéchèse, etc. Ce sont les Laïcs en Mission Ecclésiale.

Ces différents services sont hébergés à l'Evêché ou sur le site de la maison Jean-Marie Vianney.

3 Périmètre des activités

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2025 englobent :

- L'Evêché,
- Les Maisons Diocésaines suivantes :
 - Bureau Diocésain
 - Maison Jean-Marie Vianney
- Les Services Diocésains suivants :
 - Direction des Pèlerinages
 - Direction de l'Enseignement Catholique
 - Hospitalité Diocésaine
 - Cuet Accueil
 - Evangélisation
 - Service Diocésain de Formation
 - Direction des Œuvres Diocésaines
 - Service Diocésain des Vocations
 - Pastorale Familiale Diocésaine
 - Aumônerie Scolaire Diocésaine
 - Art Sacré
 - Mouvement Chrétien des Retraités (MCR)
 - La Source
 - Aumônerie des étudiants
 - Aumônerie des prisons
 - Pastorale de la Santé
 - Service Diocésain du catéchuménat
 - Diaconie
 - Pastorale des migrants
 - Aumônerie des gens du voyage
 - Service Diocésain de la Catéchèse
 - AD – Gestion locative
- Le Sanctuaire d'Ars
- L'ensemble des groupements paroissiaux

4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler sur l'exercice.

4.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.

5 Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissements et de présentation des comptes annuels.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 (modifié par le règlement ANC 2020-08) et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2022-06 relatif au plan comptable général.

5.2 Changements de méthode comptable

5.2.1 Première application du règlement ANC N°2022-06

Les règlements ANC N°2022-06 et ANC N°2023-03 relatifs à la modernisation des états financiers, sont applicables de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

Cette première application constitue un changement de réglementation comptable.

Les dispositions des règlements ANC N°2022-06 et ANC N°2023-03 s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

Informations pertinentes et nécessaires à la compréhension des changements de présentation :

Le bilan et le compte de résultat sont présentés conformément aux nouveaux modèles figurant dans le règlement ANC N°2023-03.

Afin de présenter le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent (N-1) selon les nouveaux modèles, des reclassements entre les rubriques ou les postes du bilan ou du compte de résultat ont été effectués au titre de la colonne comparative "Exercice N-1".

Le bilan et le compte de résultat tels qu'ils ont été arrêtés et publiés au titre de l'exercice précédent sont présentés à la fin de cette annexe.

Au niveau du compte de résultat :

— Les transferts de charges précédemment comptabilisés en 2024 en produits d'exploitation continuent d'être présentés dans la colonne N-1 sur la ligne « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions ». Leur montant global s'élève à 580 113€ et concerne les opérations suivantes :

- / Remboursements de charges de personnel : 510 492€
- / Refacturations de charges : 3 223€

/ Indemnités d'assurance reçues : 5 907€

/ Avantages en nature : 60 491€

Suite à la suppression de la technique du transfert de charges en 2025, les opérations précédemment comptabilisées en transfert de charges sont maintenant comptabilisées en 2025 dans les comptes et postes suivants du compte de résultat :

/ Remboursements de charges de personnel : sont en 2025 comptabilisés pour un montant de 353 022€ au compte 649 « Remboursements de charges de personnel » donc directement en déduction du poste « Salaires » ou « Cotisations sociales »

/ Refacturations de charges : sont comptabilisés en 2025 pour un montant de 24 064€ au compte 708 « Produits des activités annexes » dans le poste « Vente de prestations de services »

/ Mise à disposition de personnel : sont comptabilisés en 2025 pour un montant de 92 403€ au compte 7084 « Mise à disposition de personnel facturé » dans le poste « Vente de prestations de services »

/ Indemnités d'assurance reçue : sont comptabilisés en 2025 pour un montant de 3 149€ au compte 7587 « Indemnités d'assurance » dans le poste « Autres produits »

/ Avantages en nature : sont comptabilisés en 2025 au compte 6419 « Avantages en nature » donc directement en déduction du poste « Salaires »

/ Aide à l'embauche : sont en 2025 comptabilisés pour un montant de 14 692€ au compte 741 « Aide embauche »

— Les quotes-parts de subventions d'investissement précédemment présentés en produits exceptionnels sur la ligne opérations en capital sont regroupés dans la colonne N-1 sur la ligne « Produits exceptionnels » pour un montant de 11 651€

Ces quotes-parts de subventions d'investissement précédemment classées en produits exceptionnels sont comptabilisées en 2025 en produits d'exploitation sur la ligne « Concours publics et subventions d'exploitation » pour un montant de 10 415€

— Les produits de cession des éléments d'actifs cédés précédemment présentés en produits exceptionnels sur la ligne « opérations en capital » sont regroupés dans la colonne N-1 sur la ligne « Produits exceptionnels » pour un montant de 522 280€

Les produits de cession des éléments d'actif cédés sont en 2025 comptabilisés en résultat d'exploitation sur la ligne « Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles » pour un montant de 172 005€

— Les valeurs comptables des éléments d'actifs cédés précédemment présentés en charges exceptionnelles sur la ligne « opérations en capital » sont regroupées dans la colonne N-1 sur la ligne « Charges exceptionnelles » pour un montant de 519 602€.

Les valeurs comptables des éléments d'actifs cédés sont en 2025 comptabilisées en résultat d'exploitation sur la ligne « Valeurs comptables des d'immobilisations incorporelles et corporelles cédées » pour un montant de 72 852€

— Le poste « Salaires et traitement » est reclassé dans le poste « Salaires ».

Le poste « Charges sociales » est reclassé dans le poste « Cotisations sociales ».

Ces reclassements n'ont pas d'impacts sur le contenu de ces rubriques.

Au niveau du bilan

— Les immobilisations corporelles en cours comptabilisés en 2024 sur la ligne « Immobilisations corporelles en cours » pour un montant de 739 703€ sont regroupées dans la colonne N-1 sur la ligne « Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes ». En 2025, les immobilisations corporelles en cours comptabilisées sur cette ligne s'élèvent à 230 903€

— Les charges constatées d'avance s'élevaient à 53 070€ au titre de 2024 et étaient présentées sur une ligne séparée de l'actif. Dans la colonne N-1 les charges constatées d'avance ont été reclassées dans la rubrique « Créances ».

Les charges constatées d'avance au titre de 2025 s'élèvent à 29 893€ sont présentées dans la rubrique « Créances ».

5.3 Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

5.4 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

5.5 Dérogations

Compte tenu de leurs durées respectives, les contrats de capitalisation et bons de capitalisation sont comptabilisés au niveau des immobilisations financières. Par dérogation, les plus-values latentes portant sur ces placements sont comptabilisées chaque année au niveau des produits financiers. Parallèlement, les moins-values latentes donnent lieu à la comptabilisation d'une provision. Voir paragraphe 6.1.6.

5.6 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes :

- Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;
- La comptabilisation à l'actif des coûts de développement et des frais de création de sites internet conformément aux articles 212-3 et 612-1 ;

- La comptabilisation à l'actif des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'actif conformément aux articles 213-8, 213- 22, 221-1 et 222-1.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « optionnelles » suivantes parmi celles proposées par le règlement 2018-06 :

- L'évaluation des stocks en application de l'article 213-34 ;
- Les subventions d'investissement en application des articles 312-1.

5.7 Méthode de globalisation

La méthode suivante est retenue pour l'arrêté des comptes :

- Uniformisation des plans comptables et des méthodes au niveau de chaque service intégré ;
- Sommutation des comptes de chaque service intégré ;
- Neutralisation des opérations réciproques inter-services ;
- Présentation des comptes globalisés de l'Association Diocésaine.

6 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par l'organe habilité de l'entité ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de condition suspensive. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celles-ci.

6.1 Actif immobilisé

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

<i>Immobilisations</i>		Valeur brut début (A)	Augmenta- tions (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement	-	-	-	-	-
	Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	284 813	-	-	-	284 813
Immobilisations corporelles	Terrains	3 552 323	109 374	17 708	-	3 643 988
	Constructions	36 205 378	974 711	178 768	-	37 001 322
	Install. tech, mat., outillage	69 370	-	-	-	69 370
	Install. générales, ag. Am. divers	277 233	18 000	-	-	295 233
	Matériel de transport	51 242	8 000	1	-	59 241
	Mat. bur., informatique, mobilier	4 663 225	164 515	2 327	-	4 825 414
	Immo. corp. en cours	739 703	303 941	812 741	-	230 904
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	45 558 474	1 578 542	1 011 545	-	46 125 471
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	612 539	-	531 996	-	80 543
Immobilisations financières	Participations	4 023 630	12 500	-	-	4 036 130
	Créances rattachées à des part.	1 645 919	172 000	300 000	-	1 517 919
	Autres titres immobilisés	1 173 646	-	-	-	1 173 646
	Prêts et autres immo. financières	817 502	90 724	21 717	-	886 509
	Total IV	7 660 697	275 224	321 717	-	7 614 204
Total général		54 116 523	1 853 766	1 865 259	-	54 105 030

6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

<i>Immobilisations</i>		Amortisse- ments début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortisse- ments fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement	-	-	-	-
	Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles	267 334	6 159	-	273 493
	Total II				
Amortissements corporelles	Terrains	476 842	15 220	-	492 062
	Constructions	23 855 352	986 104	100 043	24 741 413
	Install. tech., mat., outillage	63 301	1 917	-	65 218
	Install. générales, ag. Am. divers	257 351	13 630	-	257 351
	Matériel de transport	35 934	5 554	1	35 934
	Mat. bur., informatique, mobilier	4 069 483	111 298	2 059	4 069 483
	Immo. grevées de droits	-	-	-	-
	Total III	28 758 263	1 133 724	102 103	29 789 884
	Immobilisations financières	27 292	247 730	11 292	263 730
	Total IV				
Total général		29 052 889	1 387 612	113 395	30 327 106

6.1.3 Mode d'amortissement

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	30 à 40 ans
Agencements des constructions	Linéaire	10 à 20 ans
Matériel et outillage	Linéaire	3 à 8 ans
Installations générales	Linéaire	2 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 ans
Matériel de bureau	Linéaire	4 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 7 ans

6.1.4 Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés

Les biens provenant de legs ou de donations et destinés à être cédés ne sont pas amortis. En cas de perte de valeur, la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

6.1.5 Informations relatives aux filiales et participations

Filiales (+ de 50 % capital détenu)	Capitaux propres	Quote-part %	Valeurs comptables des titres détenus	CA Hors taxes	Prêts/avances non remboursés
			Brute		
			Dividendes		
SCI Lalande Alsace	- 677 840 €	99,39%	247 729 €	139 403 €	1 313 667 €
			0 €	- 133 271 €	
			Observation : données issues des comptes annuels au 31/12/2025		
SCI Jean Baptiste	3 470 881 €	99,99%	3 609 900 €	154 791 €	
			3 609 900 €	201 320 €	
			Observation : Données issues des comptes annuels au 31/12/2025		
EURL Giorgio Frassati	- 260 361 €	100%	16 000 €	13 287 €	
			0 €	- 43 705 €	
			Observation : Données issues des comptes annuels au 31/12/2025		

6.1.6 Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)

La valorisation au 31 décembre 2025 des comptes de placements financiers à long et moyen termes a conduit à constater une hausse des produits à recevoir de 34 042 €.

6.1.7 Prêts aux partenaires

Ce poste comprend le montant des fonds prêtés ou laissés temporairement par l'entité à la disposition des partenaires. Les prêts dont l'entité est susceptible de bénéficier le cas échéant de la part de partenaires sont comptabilisés en compte courant (passif).

Les partenaires sont les associations affiliées de l'entité.

6.2 Actif circulant

6.2.1 Stock et en cours

Les stocks de marchandises et de fournitures sont évalués selon la méthode FIFO.

Le coût d'achat est composé uniquement du prix d'achat.

Une provision pour dépréciation des stocks est calculée pour tenir compte des circonstances qui peuvent rendre la commercialisation de certains articles compliquée.

Catégorie de stocks	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Fournitures	2 305		2 305
Marchandises	354 429		354 429
Total	356 734		356 734

6.2.2 Créances, dont reçues par legs ou donations / dépréciations

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres.

6.2.3 Produits à recevoir

	Montant
Intérêts courus	
Immobilisations financières	658 942
Participations groupe	
Participations Hors groupe	
Clients	
Associés	
Valeurs mobilières de placements	
Autres produits	
Factures à établir	11 792
RRR à obtenir, avoirs à recevoir	
Personnel	
Sécurité sociale	
Etat	
Divers	1 098 718
Total	1 769 452

6.2.4 Instruments financiers à terme et jetons détenus

Titres	Valeur d'acquisition	Cours à la clôture de l'exercice	Plus-value latente	Moins-value latente
Livret	7 650 680	7 650 680		
Compte à terme	115 371	115 371		
Placements divers	217 469	217 469		
Total	7 983 520	7 983 520		

Les instruments financiers à terme et jetons détenus font l'objet d'une évaluation à leur valeur actuelle. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. Les moins-values latentes donnent lieu à la comptabilisation d'une provision.

6.3 Fonds propres

Les fonds propres de l'entité correspondent aux apports, affectations et excédents acquis à l'entité. Ils regroupent les ressources mises à disposition de l'entité de façon définitive ou conditionnelle et certaines ressources ayant un caractère durable.

6.3.1 Tableau de variations des Fonds propres

Le tableau suivant définit par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 sur substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant
Fonds propres sans droit de reprise					
Valeur du patrimoine intégré	-				-
Fonds associatifs	-				-
Apports sans droit de reprise	-				-
Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés	-				-
Fonds propres statutaires	3 188 475				3 188 475
Fonds propres complémentaires	4 003 565		181 300		4 184 865
Fonds propres avec droit de reprise					
Fonds propres complémentaires	2 666 900				2 666 900
Apports avec droit de reprise	-				-
Ecart de réévaluation	-				-
Réserves	-				-
Autres réserves	480 663				480 663
Report à nouveau	15 453 894	-	251 019		15 202 875
Excédent ou déficit de l'exercice	-	251 019	251 019	332 938	332 938
Situation nette	25 542 477	-	181 300	332 938	25 390 840
Fonds propres consommables	-				-
Subventions d'investissement	40 653			10 415	30 239
Provisions réglementées	-				-
Total	25 583 131	-	181 300	343 352	25 421 078

6.3.1.1 Fonds propres sans droit de reprises

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les fondateurs, ni par les membres de l'entité, ou, s'agissant d'une fondation, de la dotation statutaire et des dotations complémentaires non consommables. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

6.3.1.2 Fonds propres avec droit de reprise

Les fonds propres avec droit de reprise correspondent à la mise à disposition conditionnelle d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité.

Ce bien est repris par l'apporteur lorsque la condition n'est plus remplie par notre entité bénéficiaire. La convention d'apport fixe les conditions (événement dont la survenance justifie la reprise du bien ou des fonds apportés tel que, par exemple, la dissolution de l'entité) et les modalités de reprise du bien (bien repris en l'état, bien repris en valeur à neuf, etc).

En fonction des modalités de reprise, notre entité enregistre le cas échéant, les charges et provisions lui permettant de remplir ses obligations découlant de cette convention.

Sauf précision particulière dans le contrat, les apports avec droits de reprise sont repris par les apporteurs dans l'état où ils se trouveront à la fin du contrat d'apport ou à la dissolution de l'association.

6.3.2 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention.

Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

Notre entité a choisi de reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son

octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan (traitement comptable appliqué rétrospectivement dès le 1er exercice ouvert à compter du 1er janvier 2020 aux subventions affectées à des biens renouvelables).

Tableau des subventions d'investissements

Subventions d'investissement	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Montant nominal	191 740			191 740
Quotes-parts virées au résultat	151 087	10 414		161 501
Montant net en fonds propres	40 653		10 414	30 239

6.4 Fonds reportés et dédiés

6.4.1 Fonds reportés liés aux legs ou donations

Les fonds sont dits « reportés » et comptabilisés en charge « reports en fonds reportés » quand l'entité n'a pas encore encaissé ou transféré à la clôture les montants correspondants, comptabilisé en produits d'exploitation au cours de l'exercice.

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de la réalisation du legs ou de la donation, avec pour contrepartie le compte « utilisation de fonds reportés », poste « Utilisation des fonds dédiés » (et reportés) dans les Produits au compte de résultat.

	Montant total des fonds	A l'ouverture de l'exercice	Report (augmentation)	Utilisation (diminution)	Montant à la clôture de l'exercice
Legs et donations		825 110	0	611 936	213 174
Donations temporaires d'usufruit					
Total		825 110	0	611 936	213 174

6.4.2 Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « Utilisations des fonds dédiés » dans les Produits au compte de résultat.

Notre entité a choisi de reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, les fonds dédiés destinés à financer des immobilisations, seul le montant net des fonds dédiés étant présentée au bilan (traitement comptable appliqué rétrospectivement dès le 1er exercice ouvert à compter du 1er janvier 2020 aux fonds dédiés destinés à financer des immobilisations).

Variation des fonds dédiés issus de	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursements		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers
Subventions d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-
Contributions financières d'autres organismes	744 230	-	37 301	-	-	706 930	-
Sanctuaire ARS - Investissements	744 230		37 301			706 930	
Evêché - Investissements	-					-	
Paroisses - Investissements	-					-	
Ressources liées à la générosité du public	3 597 129	308 305	204 214	-	-	3 701 219	-
Legs et donations	234 472		5 599			228 873	
Dons Evêché - Investissements	195 462	11 436	13 571			193 327	
Dons Evêché - Projets à réaliser	183 034	3 120				186 154	
Dons Paroisses - Investissements	438 934	82 538	41 448			480 025	
Dons Paroisses - Projets à réaliser	283 450	61 553				345 003	
Dons Sanctuaire d'Ars - Investissements	1 504 318	43 614	137 436		52 419	1 462 914	
Dons Sanctuaire d'Ars - Projets à réaliser	757 458	106 045	6 161		-	804 924	
Dons - Charges d'exploitations	-					-	
TOTAL	4 341 359	308 305	241 515	-	-	4 408 149	-

6.5 Tableau de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

Provisions	Montant au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
<i>Provision pour indemnités de départ en retraite des laïcs</i>	80 652	8 140	6 112	82 680
<i>Provisions pour pension des prêtres retirés</i>	2 068 491	234 181	152 072	2 150 600
<i>Provisions pour risque – situation nette négative EURL Frassati</i>	200 656	43 705		244 361
Total	2 349 799	286 026	158 184	2 477 641

6.5.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

La provision pour indemnité de départ en retraite a été évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées conformément au Règlement 2013-02 de l'ANC :

- Départ volontaire à l'initiative du salarié ;
- Application des règles du droit commun ;
- Âge de départ estimé : dès que les trimestres ont été acquis et que l'âge minimum est atteint ;
- Taux d'actualisation : 3,98% ;
- Taux annuel moyen d'évolution des rémunérations fin de carrière : 1,50% ;
- Taux de rotation du personnel : faible ;
- Taux de mortalité : table de mortalité officielle ;
- Taux de charges sociales retenu : 35% non-cadres – 45% cadres.

6.5.2 Provisions pour pensions des prêtres retirés

Au moment de l'ordination d'un prêtre, l'Evêque prend l'engagement pour le diocèse de subvenir aux besoins du prêtre ordonné jusqu'à son décès.

Cette obligation résulte d'un engagement qui doit être appréhendé dans les comptes annuels.

Conformément aux préconisations de la Conférence des Evêques de France, le montant de l'engagement est calculé en tenant compte :

- du coût moyen d'un prêtre retiré,
- du nombre de prêtres du Diocèse de Belley Ars en fonction de leur situation (en activité ou retiré),

- de l'âge des prêtres à la date de clôture,
- de leur espérance de vie sur la base de la table de mortalité INED concernant les hommes célibataires,
- des dotations à réaliser dans le futur pour les prêtres en activité.

L'engagement au 31 décembre 2025, constaté sous forme de provision, s'élève à 2 150 600 €.

6.6 Dettes

6.6.1 Emprunts et autres dettes assimilés

Dettes (a)	Montant brut	Echéances à moins d'1 an	Échéance à plus d'1 an	à plus 5 ans	Échéance indéterminée
Emprunts ⁽¹⁾ et dettes auprès des établissements de crédit dont :					
— à 1 an au maximum à l'origine					
— à plus d'1 an à l'origine	1 449 585	133 065	640 997	675 522	
Emprunts et dettes financières divers ^(b)	882 130	—			882 130
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	97 322	97 322			
Dettes des legs ou donations	4 111	4 111			
Dettes fiscales et sociales	298 046	298 046			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	18 426	18 426			
Autres dettes	2 683 975	2 683 975			
Produits constatés d'avance	3 510	3 510			
Total	5 437 105	3 238 455	640 997	675 522	882 130

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

—

Emprunts remboursés en cours d'exercice

333 509

(a) non compris avances et acomptes recus sur commandes en cours

(b) dont :

- emprunt Maison Diocésaine
- comptes de dépôts des prêtres
- dépôts et cautions reçus
- comptes d'épargne diocésains

— €
 320 733 €
 7 952 €
 553 445 €
882 130 €

6.6.2 Dettes des legs ou donations

Les passifs provenant des legs ou donations sont constitués :

- Des dettes dont le défunt ne s'était pas libéré au jour de son décès ;
- Des dettes grevant le bien transférées au bénéficiaire de la donation ;
- De toutes les obligations résultant des stipulations du testateur ou du donateur que l'entité s'engage à assumer en conséquence de l'acceptation du legs ou de la donation.

Les dettes sont comptabilisées dans le compte « Dettes des legs et donations », intitulé identique à celui du poste au passif.

Les autres engagements chiffrables pris au titre des obligations le cas échéant stipulées par le testateur ou le donateur font l'objet d'une provision comptabilisée dans un compte dédié « *provision pour charges sur legs et donations* ».

6.6.3 Précisions sur d'autres dettes

6.6.3.1 Charges à payer

Libellés	Montant
Congés à payer	
Congés provisionnés	56 672
Charges sociales provisionnées	21 201
Charges fiscales provisionnées	
Intérêts courus	
Emprunts et dettes assimilées	
Dettes part. groupe	
Dettes part. hors groupe	
Dettes sociétés en participation	
Fournisseurs	
Associés	
Banques	
Concours bancaires courants	
Autres charges	
Factures à recevoir	
RRR à accorder, avoirs à établir	
Personnel	
Organismes sociaux	49 501
Autres charges fiscales	
Divers	1 049 982
TOTAL	1 177 356

6.7 Etat des échéances des créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Etat des Créances		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISE	Créances rattachées à des participations	1 517 919		1 517 919
	Prêts	167 746	19 122	148 624
	Autres	718 762		718 762
DE L'ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	133 473	133 473	
	Créances reçues par legs ou donations	129 935	129 935	
	Autres	2 038 150	2 038 150	
	Charges constatées d'avance	29 893	29 893	
Total		4 735 878	2 350 573	2 385 305

7 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés ;
- Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

7.1 Produits du compte de résultat

7.1.1 Produit de tiers financeurs

7.1.1.1 Ressources liées à la générosité du public

7.1.1.1.1 Dons manuels (dont abandon de frais par les bénévoles)

Le poste « dons manuels » comprend notamment :

	2025	2024
Denier	1 653 078	1 644 301
Casuel (baptêmes, mariages, funérailles)	1 245 370	1 167 429
Quêtes paroissiales	1 285 703	1 167 606
Autres dons divers	1 272 542	1 329 859
TOTAL	5 456 693	5 309 196

7.1.1.1.2 Legs, donations, assurance vie

<i>Produits</i>	2025	2024
Montant perçu au titre d'assurances-vie	178 594	254 415
Montant de la rubrique de produits « Legs ou donations » définie à l'article 213-9 (1)	641 938	297 902
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	327 531	0
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0	0
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	0	100 068

(1) Contrepartie de la comptabilisation des biens, des dettes et des provisions provenant de legs ou donations en l'absence de stipulation de testateur ou du donateur de renforcer les fonds propres.

<i>Charges</i>	2025	2024
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	531 996	0
Dotations aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0	0
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	0	120 087
Solde	616 067	532 298

7.1.1.2 Contributions financières

Une contribution financière reçue d'autres organismes est considérée comme un produit non lié à la générosité du public sauf si, par exemple, une convention prévoit qu'une entité tierce reverse une quote-part de générosité du public de cette entité, auquel cas cette quote-part sera considérée comme des produits de la générosité du public.

Une contribution financière est un soutien facultatif octroyé par une autre entité. Ces contributions ne constituent pas la rémunération de prestations ou de fourniture de biens.

Les contributions financières ainsi définies sont comptabilisées à la signature de la convention d'octroi dans un compte de produits :

- D'exploitation si elles correspondent à une ressource relevant de l'activité courante de l'entité ;
- Exceptionnels si elles ne relèvent pas de l'activité courante de l'entité.

7.1.2 Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges

Reprises :

Sur provisions pour risques et charges : 158 183 €

Transferts de charges :

	2025	2024
Remboursement de salaires des Laïcs	-	126 547
Forfait logement des prêtres	-	60 491
Cotisations sociales prêtres en activité hors diocèse	-	269 609
Remboursement de cotisations mutuelles	-	90 872
Autres transferts de charges	-	32 594
TOTAL	-	580 113

7.1.3 Autres produits (d'exploitation)

	2025	2024
Kermesses et manifestations paroisses	106 976	101 396
Remboursement d'assurance	3 149	-
Locations	313 543	249 701
Autres produits	81 246	15 923
TOTAL	504 913	367 019

7.2 Charges du compte de résultat

7.2.1 Honoraires du commissaire aux comptes

Honoraires	Commissaire aux comptes 1	Commissaire aux comptes 2
Afférents à la certification des comptes	31 940 €	-
Afférents à la certification des informations en matière de durabilité	-	-
Afférents aux services rendus autres que la certification des comptes	-	-
Honoraires totaux	31 940 €	-

7.2.2 Dotations aux provisions

- Dotations sur provisions pour risques et charges : 43 705 €
- Dotations sur provisions pour prêtres retirés : 234 181 €
- Dotations sur provisions pour indemnités départ en retraite : 8 140 €

7.2.3 Autres charges

- Charges afférentes à des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés : 21 237 €
- Abandon de projet sur immobilisations en cours : 316 872 €

7.3 Résultat financier

Charges financières, dont dotations aux provisions sur immobilisations financières : 247 730 €

7.4 Résultat exceptionnel

	2025	2024
Legs, donations, successions, dons, souscriptions	-	-
Plus ou moins-values/cessions d'actifs	-	2 678
Provision/compensation amortisst (Ars)	-	-
Dons exceptionnels	-	16 565
Remboursement assurance / sinistre	-	4 100
Contribution Fondation Nationale pour le Clergé	-	-
Contribution Ass. Bresse et Bugey	-	-
UADF Aide Diocèse en difficultés	-	-
Quote-part subventions inv. Virée au résultat	-	11 651
Reprise provision / risque exceptionnel	-	-
Provisions exceptionnelles	-	-
Charges et produits sur exercices antérieurs	-	7 267
Autres éléments exceptionnels	- 23 849	69 700
TOTAL	- 23 849	111 962

Pour mémoire, notre entité comptabilise les legs et donations en résultat d'exploitation depuis le 1^{er} janvier 2020 conformément au règlement comptable ANC 2018-06.

7.5 Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services.

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

- Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.
- Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.
- Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme la valeur locative des mises à disposition de locaux.

Notre entité a décidé de ne pas comptabiliser certaines contributions volontaires en nature pour les raisons suivantes :

- La présentation des contributions volontaires en nature n'est pas compatible avec son objet ou ses principes de fonctionnement ;
- La valorisation des biens mis à disposition est trop complexe.

7.5.1 Contributions volontaires en nature : informations détaillées**7.5.1.1 Mise à disposition de biens immobiliers**

L'Association Diocésaine de Belley-Ars bénéficie de la part de tiers divers (Etat, communes, etc.) de la mise à disposition gracieuse de nombreux locaux nécessaires à son fonctionnement : églises, cures, salles paroissiales, etc. Cette mise à disposition n'est pas valorisée, ni comptabilisée.

En contrepartie de ces mises à disposition, l'association finance tout ou partie des travaux et frais d'entretien.

7.5.1.2 Bénévolat

Le fonctionnement courant de l'association repose en partie sur de nombreux bénévoles apportant leur concours à titre gracieux dans des tâches diverses et variées, tant au niveau de l'Evêché que des Paroisses, des services diocésains et du Sanctuaire d'Ars (administratifs, catéchistes, organistes, gardiens, membres d'équipes de préparation au mariage et au baptême, etc.).

Les missions bénévoles réalisées en Eglise résultent du statut de baptisé qu'elles ne font que traduire en actes.

En conséquence, ces missions ne sont ni valorisées, ni comptabilisées dans les comptes de l'Association.

8 Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants

8.1 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

Le montant total des « *rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature* » s'est élevé à 0 € en 2025.

Ce montant est en pratique communiqué ici bien que son information soit normalement prévue dans le « *compte financier* » par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative « *à l'engagement éducatif* ».

9 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

9.1 Engagements financiers donnés et reçus

9.1.1 Dettes garanties par des suretés réelles

Dettes	Engagements donnés	Montants
Emprunt CIC 320 K€ - 2010	Privilège de prêteur de deniers + Hypothèque / Cure St Didier	0
Emprunt CACE 1.090 K€ - 2010	Hypothèque conventionnelle (garantie commune avec l'emprunt LCL) sur tènement immobilier situé au 27 et 29 rue Nodet à Bourg	0
Emprunt LCL 1.090 K€ - 2010	Hypothèque conventionnelle (garantie commune avec l'emprunt CACE) sur tènement immobilier situé au 27 et 29 rue Nodet à Bourg	0
Emprunt CIC Providence Ars - 2016	Privilège de prêteur de deniers + Hypothèque conventionnelle sur tènement immobilier Providence à Ars	264 084
Emprunt CIC Travaux Lagnieu - 2016	Nantissement Compte Evolutif CIC	20 360
Emprunt SG Maison Diocésaine 1 200 K€ - 2020	Hypothèque sur tènement immobilier situé Rue Molière à Bourg + Nantissement compte à terme détenu	1 040 036
TOTAL		1 324 481

9.2 Bail emphytéotique

Le 20 décembre 2016, l'Association Diocésaine de Belley-Ars a donné la maison St Anthelme située à Belley, à bail emphytéotique à l'Association des Amis du Grand Séminaire de Belley, et ce pour une durée de CINQUANTE (50) ans ayant commencé à courir le 21 décembre 2016. Auparavant, cette maison était mise à disposition gratuitement à l'Association des Amis du Grand Séminaire de Belley. Le 26 août 2019, il a été procédé à la résiliation amiable du bail emphytéotique sans indemnité de résiliation.

L'Association Diocésaine de Belley-Ars est devenue propriétaire des travaux et améliorations apportés par l'Association des Amis du Grand Séminaire de Belley.

Au 31 décembre 2025, les aménagements n'ont pas été intégrés dans les comptes de l'Association Diocésaine de Belley-Ars faute d'information précise.

9.3 Legs et donations

Au 31 décembre 2025, certains legs acceptés ne figurent pas au bilan, faute d'informations précises obtenues de la part des exécuteurs testamentaires.

10 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié (en équivalent temps-plein) se décompose ainsi, par catégorie :

	Personnel salarié
Cadres	2
Agents de maîtrise et Techniciens	
Employés	29
Ouvriers	
Total	31

11 Bilan et compte de résultat tels qu'arrêtés et publiés au titre de l'exercice précédent

Bilan Actif

Actif		Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires (1)	284 812	267 333	17 478	2 781
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	284 812	267 333	17 478	2 781
	Immobilisations corporelles				
	Terrains	3 552 322	476 841	3 075 480	3 082 980
Actif circulant	Constructions	36 205 378	23 855 351	12 350 026	12 588 572
	Inst. techniques, mat.out. industriels	5 061 069	4 426 069	635 000	560 032
	Immobilisations corporelles en cours	739 703		739 703	921 960
	Avances et acomptes				
	TOTAL	45 558 474	28 758 263	16 800 211	17 153 546
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	612 538		612 538	603 139
	Immobilisations financières				
	Participations et créances rattachées	5 669 549	16 000	5 653 549	5 573 549
	Autres titres immobilisés	1 765 256	11 291	1 753 965	1 715 369
	Prêts	166 771		166 771	181 388
	Autres	59 120		59 120	59 120
	TOTAL	7 660 697	27 291	7 633 406	7 529 427
	Total I	54 116 522	29 052 888	25 063 634	25 288 894
Actif circulant	Stocks et en cours	325 528		325 528	260 565
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	131 285		131 285	131 834
	Créances reçues par legs ou donations	157 422		157 422	352 357
	Autres	1 961 118		1 961 118	1 240 673
	TOTAL	2 249 826		2 249 826	1 724 866
	Valeurs mobilières de placement	7 755 124		7 755 124	6 360 967
	Instruments de trésorerie	80 640		80 640	
	Disponibilités	2 942 431		2 942 431	4 850 224
	Charges constatées d'avance (4)	53 070		53 070	39 482
	Total II	13 406 621		13 406 621	13 236 106
Actif circulant	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	67 523 144	29 052 888	38 470 255	38 525 001
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				13 749

Bilan Passif

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	3 188 475	3 188 475
	Fonds propres complémentaires	4 003 564	4 003 564
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	2 666 900	2 666 900
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	480 662	480 662
	Report à nouveau	15 453 893	14 146 531
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déicits)	-261 018	1 307 362
	Situation nette (sous-total)	25 542 477	25 793 496
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	40 653	52 304
	Provisions réglementées		
Total I		25 583 131	25 845 801
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations	825 109	835 227
	Fonds dédiés	4 341 359	4 167 526
	Total II	5 166 469	5 002 754
Provisions	Provisions pour risques	200 656	
	Provisions pour charges	2 149 142	2 303 844
	Total III	2 349 798	2 303 844
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	1 783 093	2 117 517
	Emprunts et dettes financières diverses (2)	2 020 652	1 885 338
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	191 284	167 480
	Dettes des legs ou donations	10 118	30 285
	Dettes fiscales et sociales	313 173	337 315
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	18 494	8 839
	Autres dettes	994 628	799 940
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	20 556	8 150
Total IV		5 352 002	5 354 867
Écart de conversion Passif V		18 853	17 734
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		38 470 255	38 525 001
Remarques	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

Compte de résultat

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	25 857	27 904
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	495 512	514 680
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	560 099	592 865
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation		
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	5 309 195	5 257 084
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie	532 298	704 754
	Contributions financières	201 060	210 908
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	793 045	706 383
	Utilisations des fonds dédiés	221 246	258 434
	Autres produits	367 019	411 708
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		8 505 334	8 684 726
Charges d'exploitation	Achats de marchandises	303 270	323 594
	Variation de stocks	-66 688	-6 836
	Autres achats et charges externes (1)	3 618 678	3 070 239
	Aides financières	235 088	179 209
	Impôts, taxes et versements assimilés	294 696	289 011
	Salaires et traitements	1 930 929	1 891 489
	Charges sociales	811 852	791 939
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 114 780	1 099 273
	Dotations aux provisions	258 885	124 064
	Report en fonds dédiés	399 256	299 266
	Autres charges	146 701	130 171
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		9 047 452	8 191 441
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-542 117	493 285

Compte de résultat

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023
		12 mois	12 mois
Produits financiers	De participations	32 883	24 696
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	34 937	40 340
	Autres intérêts et produits assimilés	143 920	88 041
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	3 658	5 909
	Différences positives de change	745	422
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III		216 144	159 410
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	16 000	
	Intérêts et charges assimilées	26 740	35 441
	Différences négatives de change	1 544	938
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES IV		44 284	36 380
2. Résultat financier (III-IV)		171 859	123 030
3. Résultat courant avant impôt (I-II+II-IV)		-370 257	616 315
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion	35 210	52 889
	Sur opérations en capital	606 232	994 283
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		32 559
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V		641 442	1 079 732
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion	1 901	170 506
	Sur opérations en capital	520 301	218 178
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI		522 202	388 685
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		119 239	691 047
Participation des salariés aux résultats		VII	
Impôts sur les bénéfices		VIII	
Total des produits (I + III + V)		9 362 921	9 923 869
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		9 613 939	8 616 506
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-251 018	1 307 362
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

